

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 1 (1973)

DOI: 10.11588/fr.2001.2.46987

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Le résultat est imposant, sous la forme de deux gros volumes qui ont justifié une publication conjointe de la Société d'histoire et des Archives de Hambourg, le premier constituant un ouvrage historique sous la forme habituelle, et le second offrant un inventaire des archives disponibles, en France et en Allemagne, ainsi qu'une bibliographie commentée. De quoi faciliter la tâche des historiens à venir, s'il s'en trouve d'assez téméraires pour vouloir compléter une telle somme.

La partie proprement historique s'articule en trois périodes qui s'imposaient d'elles-mêmes. D'abord les années 1789–1806, qui voient la vieille cité de l'Elbe confrontée à la Révolution française (que sa presse lui relate abondamment), curieuse et séduite d'abord, effrayée ensuite, bientôt refuge de nombreux émigrés, puis affectée par la guerre entre l'Empire et la France, mais protégée dès 1795 par la neutralité de la Prusse et de l'Allemagne du nord, et faisant d'assez bonnes affaires.

Mais en 1806, la guerre franco-prussienne amène les Français jusqu'à la mer du Nord et la Baltique, et le Blocus continental met fin à la neutralité de Hambourg. Les années 1806–1810 provoquent une grave crise économique, aggravée par le poids de l'occupation. La dernière période étudiée ici conduit jusqu'en 1813, elle fait de Hambourg, annexée par décret en décembre 1810, et incorporée de fait un peu plus tard, une préfecture française et pourrait lui offrir de nouvelles chances, grâce à une modernisation accélérée, si le poids du blocus ne suscitait une « culture de la contrebande », et si les vexations douanières, les « brûlements » n'exaspéraient pas la population, à commencer par les plus malheureux, qui fourniront la masse des révoltés de mars 1813⁵. L'auteur s'arrête délibérément au premier départ des Français, chassés par l'émeute, considérant que les quatorze mois suivants, les plus tragiques, ont été suffisamment traités par ses prédécesseurs (et s'imbriquent trop, du reste, avec l'histoire militaire).

Dans ce cadre parfaitement clair, on trouvera des informations souvent inédites, présentées selon des points de vue très divers et stimulants, et attestant beaucoup d'ingéniosité dans l'analyse et de maîtrise dans la synthèse. Au bout du compte, une histoire presque « totale », dont on ne peut que souhaiter qu'elle fasse des émules pour d'autres villes et régions.

Michel KERAUTRET, Paris

Wolfgang Hans STEIN (Hg.), *Die Akten des Wälder-Departements im Landeshauptarchiv Koblenz, 1794–1816. Inventar der Bestände 300 (Wälder-Departement) und 352 (Generalgouvernementskommissariat des Mittelrheins für die Wälder-Departements)*, Koblenz (Landesarchivverwaltung Rheinland-Pfalz) 1998, XI–286 p. (Veröffentlichungen der Landesarchivverwaltung Rheinland-Pfalz, 80).

Dans ce volume, W. H. Stein offre un inventaire détaillé des fonds concernant le département des Forêts (Luxembourg) conservés au « Landeshauptarchiv » de Coblenz. Cet inventaire est introduit par un intéressant rappel historique des grandes étapes de l'occupation et de l'annexion des territoires qui deviendront les départements belges et rhénans jusqu'à la chute du régime napoléonien, puis de leurs destinées entre 1814 et 1816. L'analyse comparative sur le plan de l'administration montre comment le département des Forêts se détachera d'abord de l'influence des anciens Pays-Bas pour s'orienter davantage vers le sud et se lier en particulier au département de la Moselle (par exemple dans les domaines militaire, judiciaire, religieux et de l'éducation) et en moindre mesure celui des Ardennes et de la Meuse. Ceci tandis que, sous l'Empire, les liens administratifs avec les départements belges

5 Sur cette période, on rappellera l'article de Jean VIDALENC, *Les départements hanséatiques et l'administration napoléonienne*, in: *Francia*, 1 (1973), p. 414–450.

comme les rhénans étaient très faibles. En 1814 le département des Forêts passera sous l'administration du gouvernement général du *Mittelrhein*, en même temps que trois des anciens départements rhénans, mais les structures de l'administration française demeureront, simplement sous d'autres dénominations. Démantelé par trois fois (1814, 1815, 1839), ce territoire connut une continuité administrative remarquable sous les différentes administrations transitoires. Cette situation se répercutera sur le classement des archives, dans la mesure où l'on ne peut séparer celles concernant l'administration du département des Forêts de celle des administrations de transition.

Ensuite l'auteur nous donne un bref aperçu de la transmission des archives. Alors qu'à l'origine celles de l'administration centrale, de la préfecture et du commissariat du gouvernement général étaient réunies à l'hôtel de la préfecture, elles ont dû être partagées à la suite du rattachement d'une partie du territoire luxembourgeois à la Prusse en 1815 et à la Belgique en 1839. Après 1815 le fonds a été divisé en trois parties: actes généraux, actes concernant les localités, et un groupe intermédiaire de documents classés par arrondissements. Y ont été ajoutés depuis les registres administratifs et les cartes et plans. Le tout se trouve aux Archives Nationales de Luxembourg. Sur cette base ont été isolés les documents concernant les territoires dévolus à la Prusse: d'abord déposés à Trèves, ils ont été – avec ceux du département de la Sarre – livrés à Coblençe en 1884. Leur mode de classement avait changé et exigeait une remise en ordre difficile, vu le peu de documents et leur éparpillement. C'est pourquoi l'auteur de l'inventaire a décidé d'en faire le classement par matières et non par lieux. Les domaines les plus intéressants que touchent ces documents sont la vente des biens nationaux dont ils couvrent l'ensemble du processus (malgré quelques lacunes), la poursuite exigée du paiement de rentes féodales en principe abolies, quelques statistiques, etc.

A la suite de cette introduction, le livre comprend deux parties. La plus importante (p. 22–187) se rapporte au fonds 300 concernant le département des Forêts. Les grands thèmes sont classés en chapitres, dont les nombreuses subdivisions permettent à l'utilisateur de voir rapidement ce qu'il peut y trouver. Citons ici seulement les têtes de chapitres: divisions territoriales, organisation de l'administration générale, culture, écoles, contrôle des Eglises, établissements sociaux, police sanitaire, statistique, agriculture, industrie et commerce, justice, police, affaires militaires et conscription, impôts et cadastre, administration municipale, domaines (rubrique la plus importante, p. 48–157), forêts, enfin travaux publics. La seconde partie, très courte (p. 191–201) concerne le commissariat du gouvernement général du *Mittelrhein* pour le département des Forêts (fonds 352) dont les quelques documents sont classés sous des rubriques analogues. Dans tout le volume, chaque document est daté et résumé, et un très important index achève de faciliter la tâche au chercheur.

Ce travail minutieux et clair était d'autant plus souhaitable qu'il s'agissait de documents épars difficiles à exploiter. W. H. Stein les a en quelque sorte »restitués« aux historiens qui ne peuvent que lui en être reconnaissants.

Calixte HUDEMANN-SIMON, Saarbrücken

Documents du Minutier central des notaires de Paris concernant l'histoire économique et sociale (1800–1830). Inventaire par Claude PRIS, introduction et index, revus, corrigés et complétés par le personnel du Minutier central sous la direction d'André CHAULEUR, Paris (Documentation Française) 1999, XLI–1222 S.

Das Notariatsarchiv der Stadt Paris wird als *Minutier central* seit 1932 im französischen Nationalarchiv verwahrt und umfaßt zur Zeit ca. 28 km Notariatsurkunden. Da die Abgabefrist für Notariate in Frankreich 100 Jahre beträgt, ist das Schriftgut für das 19. Jh. erst in den letzten Jahrzehnten ins Archiv gelangt. Bisher stand so die Erschließung der